



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2549
9 juin 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Avec Lutte ouvrière faire entendre le camp des travailleurs



La Fête images et textes

Pages 7 à 11

Pour faire entendre le camp des travailleurs

Votez Lutte ouvrière

Dimanche 11 juin ont lieu les élections législatives. Tous les grands partis bourgeois s'agitent, les vieilles écuries politiciennes comme les nouvelles. Les uns veulent faire croire qu'il faut absolument que Macron ait sa majorité pour gouverner. Les autres disent qu'ils seront une opposition qui fera rempart contre sa politique. Tous prétendent que la politique se renouvelle, mais ce sont toujours les mêmes vieilles ficelles qu'ils utilisent pour faire croire aux travailleurs que leur sort est au bout du bulletin de vote.

Pendant ce temps, la bourgeoisie poursuit les fermetures d'entreprise et les licenciements. Elle mène sa guerre contre les travailleurs en aggravant les cadences, en imposant les samedis travaillés obligatoires et le blocage des salaires.

Le gouvernement Macron se prépare à amplifier cette guerre, à la généraliser, à donner au patronat tous les moyens légaux lui permettant de s'en prendre aux salaires, à la durée du travail, aux conditions de travail. Le plan pour « réformer le travail » que Macron veut faire passer par ordonnances est une attaque tous azimuts contre la classe ouvrière. Il prévoit de démolir les quelques limites légales à la toute-puissance patronale.

Si ce projet passe, la durée du travail, les salaires, la réglementation du travail de nuit pourraient désormais être définis non pas par la législation, ni même par les accords de branche, mais par des accords d'entreprise. Cela signifie en clair que les patrons auraient désormais légalement le droit de faire ce qu'ils veulent dans leur entreprise : majorer les heures supplémentaires au taux qui les arrange, payer les indemnités de licenciement qu'ils veulent.

Les patrons avaient déjà une foule de moyens pour contourner les lois sociales existantes et s'asseoir dessus. Ils pourront désormais légalement faire des contrats de travail taillés sur mesure pour leurs besoins immédiats, licencier quand ils veulent, sans avoir à se justifier de quoi que ce soit.

Toutes les demandes du patronat sont en voie d'être exaucées, jusqu'au plafonnement des dommages et intérêts versés aux salariés en cas de condamnation de leur patron ; jusqu'à la fusion des comités d'entreprise, des

CHSCT et des délégués du personnel.

Ce que patronat et gouvernement appellent cyniquement « rapprocher le droit des travailleurs des nécessités des entreprises » consiste à livrer les travailleurs pieds et poings liés à leur patron.

Pour les travailleurs, chômeurs, retraités, jeunes des classes populaires, qui sont victimes de la domination du grand capital, l'avenir ne se joue pas au fond des urnes. Il dépend de leurs luttes contre la classe capitaliste, de leur organisation et de leur conscience collective.

Construire une opposition qui représente leurs intérêts de classe est d'autant plus important que le Front national a gagné en influence et détourne les travailleurs de leur véritable combat, en désignant comme boucs émissaires les immigrés, qui sont leurs frères de classe. En occultant les responsabilités du grand patronat, le Front national défend, comme Macron, le pouvoir des capitalistes.

La présence de candidats de Lutte ouvrière dans toutes les circonscriptions permettra à tous ceux qui partagent leur révolte et leurs perspectives de les exprimer. Dans cette période de recul où beaucoup peuvent se sentir isolés, c'est précieux.

Chacun pourra mesurer dans son quartier, dans sa ville, qu'il n'est pas seul et qu'il s'inscrit dans un courant de plusieurs centaines de milliers de femmes et d'hommes. Un courant minoritaire, certes, mais qui existe à l'échelle du pays et qui est fier de ses idées. Un courant de femmes et d'hommes bien décidés à ne pas se laisser faire.

Le 11 juin, votez pour les candidats de Lutte ouvrière, pour que s'affirme l'opposition ouvrière contre le gouvernement et contre le grand patronat qui tire les ficelles.

Et, une fois les élections terminées, demeurera la nécessité pour les exploités de se donner un parti qui représente leurs intérêts de classe. Il faut des femmes et des hommes qui agissent au quotidien dans les entreprises, dans les quartiers. Il faut un parti déterminé à défendre les intérêts des travailleurs dans le cadre du capitalisme, mais qui œuvre en même temps pour le renversement de cette société d'exploitation.

Au sommaire

POLITIQUE		LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE		DANS LE MONDE	
Macron dérape : racisme et mépris social	4	Extraits des discours de Nathalie Arthaud	7/10/11	États-Unis : climat de désaccord	12
Code du travail : ce que pense vraiment le FN	4	La fête en photos	8/9	Égypte : inflation, répression et... Rafale	12
Le 11 juin : pour un vote de conscience ouvrière	5	ENTREPRISES		Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah	12
Temps d'antenne : certains plus égaux que d'autres	5	Arc International Pas-de-Calais	13	Grande-Bretagne : attentats, les fruits pourris de l'impérialisme	16
Réunions publiques	5	Toyota - Onnaing	13	Calais : politiciens à la chasse aux migrants	16
Passages audiovisuels	5	CHI de Clermont Fitz-James	13	Inégalités : les riches de plus en plus riches	16
LEUR SOCIÉTÉ		Transports d'Orléans	14	RUSSIE 1917	
Saint-Nazaire : Macron, mensonges et propagande patronale	6	SNCF : Chibanis	14	Les journées de juin	15
Sanofi : le virus du profit est tenace	6	Soutien à Nathalie Pradelle	14		
		Lapeyre	14		

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Code du travail : l'offensive que le gouvernement prépare

La publication par le journal *Le Parisien* du 5 juin d'un document interne, établi par les services de Macron, s'intitulant « *Avant-projet de loi pour l'habilitation du gouvernement à légiférer par ordonnance* », consacré aux modifications voulues du droit du travail, a mis au jour les intentions radicales du nouveau président envers le monde du travail.

Ces dix pages en disent plus long que tous les contre-feux que le gouvernement a tenté de mettre sur pied depuis ces révélations. En outre, dans l'enregistrement de la conversation entre Macron et son ministre Le Drian, rendue publique le 26 mai, on entend Macron relater ses rencontres avec les syndicats concernant ses intentions : « *Bon, ce matin j'ai fait les premières concertations. Elles se sont bien passées!* » Et d'ajouter : « *Oui! C'est normal, parce que je ne leur ai rien dit.* » L'enregistrement s'arrête là car Le Drian s'exclame alors : « *Fais gaffe au micro, là.* »

Ainsi, en direct, le président de la République avoue qu'il ment et cache ses véritables intentions. Cela incite à prendre plus au sérieux le document interne, dit de travail, que les textes de communication que la ministre vient d'adresser aux dirigeants

des centrales syndicales.

La première ordonnance concernerait le contrat de travail signé par le salarié et l'employeur au moment de l'embauche. Ce contrat de travail détermine les conditions d'emploi, de salaire et tout ce qui fera la vie du salarié au sein de l'entreprise. Un contrat individuel pourrait se substituer à toutes les règles collectives existantes. En particulier, il définirait quand l'employeur pourrait y mettre fin, et à quelles conditions, sans que le salarié puisse ensuite le contester, puisqu'il l'aurait signé et serait donc supposé en avoir accepté toutes les conditions.

Ainsi, finis les règlements, les obligations légales et conventionnelles, c'est l'employeur qui serait maître de les définir. De même, ce serait l'employeur qui établirait le contenu des règles de sécurité au travail. Cela entraînerait

évidemment une dégradation majeure des conditions de travail et une exposition accrue des salariés aux risques.

Quant à la présence syndicale dans les entreprises, le projet prévoit de la réduire en fusionnant les différentes instances. Cela ferait disparaître en grande partie les militants qui sont au plus près des travailleurs dans les ateliers, les entrepôts et les bureaux. Pour alimenter son « dialogue social » le projet prévoit que les appareils seraient subventionnés par les patrons, par la mise sur pied d'un chèque syndical. En cas d'absence de syndicats complaisants, les nouvelles règles pourraient être adoptées par la voie du référendum à l'initiative de l'employeur, une situation dans laquelle le chantage et les pressions de toutes sortes seraient la règle.

Dans la mise au point du gouvernement publiée mardi 6 juin, commel'a souligné *Les Échos*, « *les mots qui fâchent ont été bannis* ». La ministre a envoyé aux dirigeants des centrales syndicales un texte intitulé *Programme de travail pour rénover notre modèle*



social. Sur les intentions réelles du gouvernement, il ne contient rien. Par contre, pour occuper les appareils bureaucratiques des syndicats, c'est le trop-plein. Pas moins de 48 réunions ont déjà été annoncées, la première dès vendredi 9 juin. Connaissant son monde, le gouvernement offre aux directions syndicales ce qui leur plaît le plus : des réunions où l'on fait comme si leur avis comptait.

L'avant-projet avait précisé : « *Il est important dans le texte de loi d'habilitation (des ordonnances) de ne pas être trop précis, pour ne pas courir le risque de*

contraintes insurmontables au stade de la rédaction des ordonnances. » La consigne a donc été respectée.

Il est bien difficile de dire aujourd'hui ce qu'il en sera finalement. Mais il est certain que l'issue ne dépendra pas des négociations autour du tapis vert entre le patronat, l'État et des dirigeants syndicaux qui sont tout sauf des généraux prêts au combat contre la coalition patronat-gouvernement. Elle dépendra des réactions du monde du travail, et celui-ci a ses forces intactes pour riposter comme il se doit.

Paul Sorel

Gouvernement-syndicats : la crainte des réactions ouvrières

Dimanche 4 juin au soir, selon le journal *Les Échos*, la ministre du Travail a fait joindre l'ensemble des responsables des confédérations syndicales. Il s'agissait de les rassurer quant au projet d'attaques contre les travailleurs révélé par la presse. D'après la ministre, il ne s'agirait que d'une version de travail, absolument pas officielle.

La ministre a donc demandé aux confédérations de s'en tenir au contenu des discussions qui ont déjà eu lieu, en leur promettant qu'il y en aurait d'autres. Mais il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que d'une part le gouvernement, conformément à son programme,

prépare une attaque brutale contre les travailleurs, et que d'autre part il préférerait le faire avec l'assentiment des confédérations syndicales. Macron a certes proféré, avant son élection, un certain nombre d'attaques contre les syndicats, qualifiés de non représentatifs et trop politisés. Mais

il a bien pris soin depuis de les recevoir, de faire préparer une série de concertations, de promettre qu'on tiendrait compte des suggestions des dirigeants syndicaux.

Même dans la liste des attaques publiée par *Le Parisien*, les directions syndicales ne sont pas oubliées et quelques aumônes leur sont offertes. Macron a peut-être à moyen terme le projet d'inféoder encore un peu plus les appareils syndicaux aux volontés patronales. Mais il a surtout des problèmes à très court terme : quelles seront les



réactions des travailleurs devant les attaques, comment faire pour que les centrales syndicales l'aident à faire passer la pilule amère, comment éviter que la CGT voire FO se sentent tenues d'offrir un cadre minimum à la colère des travailleurs? Macron ne tient pas à voir se renouveler un mouvement comme celui de l'an passé contre la loi El Khomri, voire celui de 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale.

Ce ne sont évidemment pas les confédérations syndicales et leurs obscures et tortueuses manœuvres que redoute Macron. Celles qui sont qualifiées de

réformistes sont dévouées à l'État et au patronat, elles sont complices par avance de leur politique antiouvrière. Les autres ne sont guère prêtes à organiser une contre-offensive. En fait, le gouvernement et derrière lui le patronat craignent les travailleurs eux-mêmes. Ils craignent que ceux-ci finissent par rendre les coups et qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts.

C'est précisément ce que l'accumulation des attaques finira par faire advenir, quelles que soient les précautions de langage du gouvernement.

Paul Galois

AGENDA

Fête de Lutte ouvrière Bourges

Samedi 24 juin de 14h30 à minuit
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix



Macron dérape : racisme et mépris social

Samedi 3 juin, lors d'une visite au Centre régional de surveillance et de sauvetage atlantique d'Étel en Bretagne, alors qu'il échangeait des propos avec des officiels lui présentant différents types de bateaux, le président Macron a voulu lancer ce qu'il pensait être un bon mot devant ses courtisans tout à l'écoute.

« *Le kwassa-kwassa pêche peu, il ramène du Comorien* », a-t-il déclaré. Cette blague crasseuse, frisant le racisme, révèle sans doute assez bien le fond du personnage. Les kwassa-kwassa sont des embarcations traditionnelles de pêche qu'utilisent aujourd'hui les migrants venus des îles des Comores pour chercher à rejoindre Mayotte, une île du même archipel de l'océan Indien contrôlée par l'impérialisme français. Les passeurs entassent les migrants par dizaines à bord de ces longues pirogues instables, leur extorquant au passage 300 à 500 euros. Ils les laissent ensuite essayer de franchir,

à leurs risques et périls, au milieu des vagues, les soixante-dix kilomètres qui les séparent des côtes de Mayotte. Les chavirages, les noyades sont quotidiens. D'après un rapport du Sénat français, entre 7 000 et 10 000 personnes auraient perdu la vie en tentant la traversée depuis 1995, et même plus de 12 000 selon les autorités comoriennes, qui se sont indignées à juste titre des propos ignobles du président français.

Si ce dernier a cherché ensuite à apaiser les choses par des échanges téléphoniques avec ses homologues comoriens, il n'a rien dit du sort des miséreux qu'il avait désignés comme



Une embarcation de migrants comoriens.

du bétail, des hommes qui tentent simplement d'améliorer leur sort au péril de leur vie.

Quand ils parviennent à atteindre Mayotte, ces migrants sont bien souvent réduits à survivre dans les bidonvilles de Mamoudzou, pourchassés sans ménagement par les forces de police. Près de 20 000 personnes ont ainsi été expulsées de Mayotte rien qu'en 2015, la France ayant même

été condamnée cette année-là par la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir emprisonné illégalement 4 378 mineurs, dont beaucoup sont livrés à eux-mêmes.

Le sourire de jeune premier de Macron, ses propos humanistes sur l'ouverture des frontières tenus pendant la campagne électorale pour se distinguer des appels au repli nationaliste de ses concurrents, cachent

le même mépris profond des travailleurs et des pauvres, ceux d'ici, qu'il avait traités d'analphabètes après sa visite de l'abattoir Gad en septembre 2014, ceux des pays pauvres réduits à l'exil. Les traits d'humour douteux de Macron s'inscrivent avec le plus grand naturel dans la tradition colonialiste de la bourgeoisie française qu'il s'apprête à servir avec zèle au pouvoir.

Gilles Boti

Code du travail : ce que pense vraiment le Front national

Marine Le Pen ne ménage pas ses critiques contre la réforme du Code du travail préparée par le gouvernement, qu'elle présente comme une loi El Khomri puissance 10.

Pourtant, quand les travailleurs s'étaient mobilisés au printemps 2016 contre la loi El Khomri, la dirigeante du FN s'était bien gardée d'appeler à participer aux manifestations, se souciant surtout de reprocher au gouvernement de l'époque d'être incapable de « *maintenir l'ordre face aux casseurs* ».

En affirmant que ses députés constitueront la « *première force d'opposition à la nouvelle loi travail* », le FN cherche seulement à exploiter sur le plan électoral le mécontentement d'une partie des travailleurs. Cette opposition, purement verbale, est d'autant plus limitée que les dirigeants de cette organisation tiennent aussi à apparaître comme capables de défendre les intérêts du patronat.

Interviewé sur France Info le 6 juin, le secrétaire général de cette organisation, Nicolas Bay, s'est déclaré opposé au plafonnement des indemnités envisagé par le gouvernement pour

les licenciements abusifs. Mais c'était pour ajouter qu'une telle mesure était selon lui tout à fait envisageable pour des licenciements économiques, « *pour empêcher une entreprise de mettre la clef sous la porte* ». Reprenant totalement l'argumentation patronale, il s'est lancé ensuite dans une tirade affirmant qu'il fallait

soutenir l'activité économique et, pour cela, « *baisser la fiscalité et les charges sur les entreprises* », simplifier le Code du travail, « *ce pavé de plus de 1000 pages, devenu incompréhensible* ».

Dès qu'ils s'expriment un tant soit peu sur les mesures économiques et sociales qu'ils préconisent, les dirigeants du FN montrent qu'ils sont, comme tous les autres politiciens, des défenseurs des intérêts du patronat.

Marc Rémy



Fil rouge

Racistes, antisémites, homophobes... FN

Le site Internet BuzzFeed a parcouru les pages Facebook des candidats du Front national aux législatives. Un candidat du Rhône publie des caricatures où les Noirs ont de grosses lèvres roses, vivent de prestations sociales et commettent des délits. Une autre, dans les Hauts-de-Seine, assimile homosexualité et pédophilie.

De nombreux candidats dénoncent le « *lobby juif* », « *l'invasion de la France* » par les musulmans, etc. Et un candidat de Mayotte explique qu'il veut exterminer les migrants comoriens à l'aide d'un produit insecticide.

Les délires racistes d'une centaine de candidats sont ainsi épinglés. Un échantillon très représentatif.

La fracture médicale

Alors que le tournoi de tennis de Roland Garros bat son plein, sur la page Facebook du collectif Sauvons notre hôpital public on peut lire cette déclaration du médecin hospitalier urgentiste Patrick Pelloux :

« *Le service d'urgences à Roland Garros est géré par une boîte privée avec de très bons médecins : neuf chirurgiens, huit urgentistes, deux radiologues pour faire des*

IRM (sic), 31 kinés, 20 infirmières... pour les joueurs et les joueuses et un peu pour le public qui est en pleine forme puisqu'il vient voir les matchs.

À côté, les urgences de [l'hôpital] Ambroise-Paré avec ses 140 passages aux urgences dont 10 % très graves : deux urgentistes seniors, deux internes, un radiologue qui fait tout, sept infirmières... aujourd'hui dix heures d'attente avec des vieux à garder, des fractures à opérer, toute la misère du coin et les blessés de Roland Garros.

Tellement à l'image de la société... »

Trump et la démocratie

Lors de la visite de Trump en Arabie saoudite, le 20 mai, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a critiqué l'absence de démocratie en Iran. C'était lors d'une conférence de presse commune avec le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, un des pires pays au monde sur le plan des libertés.

À Washington, lors d'une conférence de presse du département d'État, un journaliste a demandé : « *Et comment caractériserez-vous l'engagement de l'Arabie saoudite pour la démocratie ?* » S'en est suivi un très, très long silence.



Le 11 juin : pour un vote de classe

Les états-majors des partis politiques tentent de convaincre de voter pour leurs candidats aux élections législatives. Du côté du PS, de la France Insoumise, du PCF, ils voudraient faire croire que la présence des députés de gauche changera la donne contre les attaques du gouvernement Macron.

Mélenchon de son côté, avant que les sondages ne donnent ses candidats à 10 %, a même fait miroiter à ses électeurs la perspective qu'il devienne Premier ministre de Macron. Mais, surtout, la seule perspective qu'il leur propose est d'avoir des députés pour les défendre. Pour vendre sa camelote électoraliste, il a même écrit sur Twitter: « Vous avez une bombe atomique entre vos mains, vos bulletins de vote. Économisez-vous des kilomètres de manifs en votant France insoumise. » Les mobilisations ouvrières définies

comme des kilomètres de manifestations inutiles, il faut avoir l'audace d'un Mélenchon pour proférer cette imbécillité.

En réalité, ce qui est vraiment inutile est de croire que des députés peuvent représenter une opposition efficace aux attaques du gouvernement, c'est-à-dire aux desiderata du grand patronat. Le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement des actes du gouvernement. D'abord, comme Valls en a fait la démonstration l'an dernier, le gouvernement peut imposer comme bon

lui semble le 49.3 et passer en force. Ensuite, les députés qui seront élus seront ceux de partis politiques qui ne visent pas à contester le pouvoir des capitalistes et leur exploitation, mais à gérer leur société.

Les vrais moyens d'action des travailleurs n'ont jamais été ceux-là. Ceux qui veulent le faire croire voudraient qu'ils s'en remettent à d'autres pour défendre leur sort, et ainsi attendent la défaite sans réagir.

Le gouvernement n'est que le bras armé du grand patronat, qui détient la réalité du pouvoir. S'attaquer à celui-ci pour le faire reculer est possible, mais avec ce qui fait la force des travailleurs, leur nombre et surtout le fait qu'ils produisent tout dans la société, en particulier les profits

des capitalistes.

C'est dans les entreprises, par les grèves, les occupations d'usine, les mobilisations et les manifestations que le monde du travail peut se faire craindre du patronat. C'est en affirmant ses propres intérêts économiques et politiques qu'il peut faire face à la bourgeoisie, ses valeurs, son système d'exploitation, sa société. Ceux qui veulent détourner les travailleurs de cette conscience et de cette perspective en sont des adversaires politiques.

Voter pour les candidats de Lutte ouvrière dimanche 11 juin servira à faire entendre ces idées, à montrer qu'une fraction des travailleurs ne veut plus marcher derrière des politiciens qui ne font que les tromper, avant de les trahir.

Marion Ajar

Temps d'antenne : certains plus égaux que d'autres

Le Conseil constitutionnel a accordé satisfaction à la demande du parti de Macron, La République en Marche. S'appuyant sur son bon résultat à l'élection présidentielle, il demandait à être traité en égal avec les grands partis concernant le temps d'antenne accordé sur les chaînes publiques en vue des élections législatives.

En effet LREM s'estimait lésé d'être relégué au rang des petits, qui n'ont pas

d'élus au Parlement. Selon le Code électoral, et à condition qu'ils présentent au moins 75 candidats, ces derniers n'ont droit qu'à sept minutes d'antenne pour le premier tour et à cinq pour le second. LREM aura donc 72 minutes d'antenne.

Le Conseil constitutionnel ne pouvait décemment pas favoriser le seul Macron, en ignorant les résultats et la présence d'autres candidats à l'élection présidentielle. Par ricochet

de cette décision, donc, le FN obtient maintenant 66 minutes et La France insoumise de Mélenchon 54. Lutte ouvrière a même vu son temps d'antenne doubler, passant à 24 minutes au total pour les deux tours.

Force est de constater, comme l'a fait le Conseil constitutionnel, que la répartition entre les partis, faite sur la base des résultats électoraux d'il y a cinq ans et du privilège

accordé aux partis représentés au Parlement, était disproportionnée. Mais la rectification qui a été faite ne concerne évidemment que les spots officiels qui, il faut le dire, ne sont pas le programme le plus regardé à la télévision. À côté de ces spots, toutes les chaînes d'information, publiques comme privées, font et feront à longueur d'antenne la part belle à Macron et ses candidats.

Marianne Lamiral

Émissions officielles

Le clip de campagne de Lutte ouvrière pour le 1^{er} tour des élections législatives sera diffusé

Judi 8 juin et vendredi 9 juin

- sur France 2 vers 13h40 et 20h40;
- sur France 3 vers 16h35 et 22h45;
- sur France Info vers 14h30 et 17h30.

Celui du 2^e tour sera diffusé

Mardi 13 juin et jeudi 15 juin

- sur France 2 vers 13h40 et 20h40;
- sur France 3 vers 15h55 et 22h45;
- sur France Info vers 14h30 et 17h30.



Réunions publiques

Judi 8 juin

Pantin

19h00 – École Sadi-Carnot
2, rue Sadi-Carnot

avec **Nathalie Arthaud**,
candidate à Pantin-
Aubervilliers (93)

Bobigny

19h00 – Espace Maurice
Nilès, 11, rue du 8-mai-1945

Trappes

18h30 – Salle Pablo Picasso,
rue Pablo-Picasso

Conflans-Ste-Honorine

19h30 – Salle des Maré-
chaux, derrière le marché de
Chennevières

La Rochelle

18h30 – Salle Amos Barbot,
37, rue du Collège

Royan

18h30 – Maison des
Associations,
61 bis, rue Paul-Doumer

Amiens

19h00 – Salle Dewailly,
place Dewailly

Audincourt

17h30 – Salle de l'ancienne
mairie

Belfort

17h30 – Maison du Peuple

Dieppe

18h00 – Salle Paul Éluard,
5, rue Thiers

Le Havre

18h30 – Salle 58, rue des
Acacias

Noyon

18h00 – Salle Sarazin,
à droite de l'hôtel de ville

Saint-Priest

19h00 – Salle Chrysostome,
rue Chrysostome

Bourg-en-Bresse

19h00 Maison des Sociétés
Aglca, boulevard Joliot-Curie

Rennes

20h00 – Carrefour 18,
7, rue d'Espagne

Paris 10^e

19h30 – École élémentaire,
16, rue Vicq-d'Azir

Argenteuil

20h00 – Salle Pierre Dux,
9, boulevard Héloïse

Maisons-Alfort

19h00 – École primaire
Paul-Bert, 37 avenue du
Général-Leclerc

Vendredi 9 juin

Rochefort

20h00 – Palais des Congrès,
73, rue Toufaire

Rodez

19h00 – Centre social
Saint-Éloi, impasse Ramadier

Cherbourg

18h30 – Mairie de Cherbourg,
2, place de la République

Rouen

18h00 – Salle de la Halle aux
toiles,
place de la Basse-Vieille-Tour

Metz

18h00 – FJT,
2, rue Georges-Ducrocq

Vandœuvre-lès-Nancy

18h00 – Salle du Vélodrome,
rue d'Echternach

L'Arbresles

19h00 – Salle Thimonnier

Chelles

20h00 – Salle 3, rue de l'Ilette

Saint-Nazaire : Macron, mensonges et propagande patronale

Mercredi 31 mai, Macron est venu inaugurer le dernier né des paquebots construits au chantier naval STX de Saint-Nazaire. Cela a été l'occasion de discours mensongers sur l'intérêt commun qui prétendument unirait le patronat aux salariés.

Pensez donc ! Selon Macron, et la presse qui relaie sans sourciller ses mensonges, c'est parce qu'un accord de compétitivité aurait été signé entre les syndicats et la direction que ce paquebot aurait vu le jour. Cet accord de compétitivité s'est traduit par une augmentation du temps de travail, la suppression de primes et de jours de congé. Il devait officiellement permettre une diminution de 1,5 % du coût des navires, diminution entièrement supportée par les salariés.

Ce n'est pas cette

diminution des coûts qui explique que le carnet de commandes du chantier soit plein pour les neuf ou dix ans à venir. C'est tout simplement la bonne santé du marché de la croisière qui fait que tous les chantiers capables de construire de tels paquebots ont aujourd'hui des carnets de commandes archi-pleins.

De plus, contrairement à ce que dit Macron, ce ne sont pas « les » syndicats qui ont signé cet accord de compétitivité, mais des syndicats minoritaires. Cet accord avait entraîné une grève

de plusieurs semaines des ouvriers d'un des principaux ateliers, renforcée par des débrayages dans l'ensemble des autres secteurs. Ce mouvement avait reçu le soutien de la CGT, le premier syndicat de l'entreprise. Cela avait obligé la direction à reporter l'application de cet accord de compétitivité, qui n'avait pu voir le jour que plusieurs mois après.

Alors, expliquer que la bonne santé de l'entreprise est forcément favorable à tous, aux salariés comme au patronat et aux actionnaires, c'est un mensonge. La situation de l'entreprise est bonne du point de vue du patronat : du point de vue de l'entreprise qui renoue avec les bénéficiaires ; du point de vue des banques

auquelles elle paye des intérêts ; du point de vue des fournisseurs ; du point de vue des propriétaires d'entreprises sous-traitantes et d'intérim. Mais ce n'est pas la même chose pour les travailleurs qui la font tourner.

Le salaire d'embauche de l'entreprise est en dessous du smic. Ce n'est que grâce aux primes qu'il atteint le smic mensuel. L'embauche y est réduite au minimum, et la CGT réclame donc l'embauche des 250 intérimaires qui y travaillent tous les mois. Et c'est régulièrement que des travailleurs détachés contactent ce syndicat pour réclamer les salaires qui leur sont dus et qui ne leur sont pas payés.

Macron s'est engagé à

revoir le futur pacte d'actionnaires, qui réservait la majorité des actions à des capitaux italiens. Cela a pu satisfaire tous les démagogues qui veulent faire croire qu'un propriétaire français serait forcément plus favorable aux salariés.

Mais, ces quinze dernières années, l'actionnariat a changé quatre fois de main et de nationalité. Et c'est la même direction bien française qui est restée aux commandes de l'entreprise et qui a mené imperturbablement la même politique contre les salariés.

Quel que soit le propriétaire, les intérêts des travailleurs ne seront pris en compte que s'ils réussissent à s'en faire craindre par leurs luttes.

Correspondant LO

Transports de matières dangereuses : un premier succès

Après six jours de grève, les conducteurs de camions transportant des matières dangereuses ont obtenu ce qu'ils considèrent comme des avancées significatives sur les conditions de travail et la santé, et ont arrêté leur mouvement le 1^{er} juin.

La CGT, seul syndicat présent dans le mouvement, a cependant prévenu que la grève pourrait reprendre s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur d'autres points. Leur mécontentement est lié à la dégradation des conditions de travail. Les grandes entreprises, comme Total, mettent en concurrence les transporteurs à l'occasion des appels d'offres pour le transport de leurs marchandises, et une de leurs exigences est que les chauffeurs effectuent le plus possible de manipulations lors des opérations de chargement et de déchargement. Cela permet à ces grands groupes de réduire leur propre personnel et de s'exonérer des risques inhérents à ces opérations.

Les contrats types qui définissaient les conditions à respecter lors d'une passation de marché ont perdu toute valeur légale et ne sont plus respectés. L'introduction de garanties pour leurs conditions de travail lors de ces appels d'offres était l'une des premières revendications des grévistes. Ils réclamaient en outre une journée de travail maximale de 10 heures, un suivi médical semestriel spécifique, un salaire minimal de 14 euros de l'heure et un treizième mois.

Pour l'instant, les

grévistes ont surtout remporté une victoire morale. Ils ont obligé un patronat qui refusait toute discussion à accepter une table ronde le 16 juin, où seront aussi présents les grands groupes donneurs d'ordres comme Total. Elle se prolongera par des négociations jusqu'au 10 juillet. De

son côté, le gouvernement s'est engagé à refaire du contrat type la norme et à y introduire des clauses protégeant les chauffeurs de matières dangereuses. Il a déclaré vouloir prendre en compte les inhalations répétées de gaz auxquelles ils sont soumis. Mais ce ne sont encore que des paroles, et seule la détermination des chauffeurs pourra faire en sorte qu'elles se transforment en actes, puis se concrétisent sur le terrain.

Daniel Mescla



Sanofi : le virus du profit est tenace

L'Organisation mondiale de la santé, l'OMS, tente depuis des décennies d'éradiquer la poliomyélite, une maladie grave qui



continue de sévir dans nombre de pays pauvres.

En Inde, de vastes campagnes de vaccination sont ainsi organisées depuis 1995, campagnes qui ont permis de faire reculer significativement la maladie. La vaccination se fait avec un vaccin oral, avec quelques gouttes déposées dans la bouche des enfants. Mais cette technique ne permet pas d'éliminer totalement le virus de l'environnement. Pour arriver à cet objectif, il faut utiliser le vaccin injectable,

celui des pays riches, qui est cinq fois plus cher, et pour cela l'OMS a passé des commandes considérables auprès des géants de l'industrie pharmaceutique.

Sanofi devait ainsi fournir 300 millions de doses en 2017. Mais les campagnes de vaccination dans les pays pauvres se heurtent à une pénurie : Sanofi ne livrera ainsi que 40 millions de doses cette année. Les industriels savent pourtant depuis longtemps que les besoins en ce vaccin vont augmenter fortement.

Sanofi, qui touche près de 130 millions de crédit impôt recherche par an, a bien réalisé des investissements : par exemple, sur le site de Marcy-l'Étoile dans le Rhône, un nouveau bâtiment a été construit pour cela il y a une dizaine d'années. La production y a été doublée en 2013, mais tout y a été fait à l'économie.

Les embauches ont été en nombre insuffisant et avec des formations trop rapides. Pour augmenter la production, le bâtiment est passé en 5x8. Mais le travail y est dur et plusieurs travailleurs ont quitté le bâtiment. Les économies ont aussi touché le matériel, et les problèmes techniques sont récurrents. Dans ces conditions, la production n'a jamais pu atteindre les objectifs.

Selon un expert, cité par *Le Monde*, « les fabricants ont laissé tomber. Ils n'ont pas mis les moyens nécessaires pour augmenter leur production. Ce marché n'est pas assez rentable pour eux ». Et en effet le produit phare de Sanofi, qui combine six vaccins, dont la polio, et qui est vendu plus cher, ne connaît pas la même pénurie !

Correspondant LO

Un courant communiste révolutionnaire

La Fête de Lutte ouvrière, les 3, 4 et 5 juin, a été encore cette année un succès.

Après une pluie un peu trop insistante le samedi après-midi, c'est sous le soleil que les participants à la fête champêtre de Presles, dans le Val-d'Oise, ont pu voir des spectacles, participer à des débats sur de nombreux sujets politiques et sociaux. Ils ont pu échanger leur expérience avec celles d'autres militants d'ici et d'ailleurs, de Haïti à la Grande-Bretagne et des États-Unis à l'Italie et à l'Afrique. La présence de groupes membres de l'Union communiste internationaliste, notre tendance, comme d'autres groupes partageant le même idéal d'une société débarrassée du capitalisme, a montré que le courant communiste révolutionnaire est bien vivant.

Nous publions ci-dessous des extraits des interventions de notre camarade Nathalie Arthaud, au cours de la Fête.



Nathalie Arthaud, dimanche 4 juin : "Être dans le camp des travailleurs, c'est être communiste"

Après avoir réussi son raid sur la présidence de la République, Macron profite des législatives pour continuer ses manœuvres. Alors que le PS est déjà moribond, il veut maintenant semer la zizanie à droite. À en juger par le nombre de candidats de droite qui se disent désormais Macron-compatibles, il a ses chances. (...)

Toute cette agitation ne doit pas tromper les travailleurs. Macron profite de l'usure des deux partis qui alternent au pouvoir depuis des décennies, mais il ne veut que ravalier la façade d'un système décati. Et, quelle que soit la façon dont les cartes seront rebattues, tous ces politiciens sont des serviteurs fidèles de la bourgeoisie et c'est le jeu de la bourgeoisie qu'ils imposeront.

Un gouvernement de combat contre les travailleurs

Cette comédie du renouvellement forme un écran de fumée qui vise à faire oublier l'essentiel. Au gouvernement, Macron a mis en place un état-major de combat contre les travailleurs.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, vient de la droite. Il déclarait il y a peu : « On ne travaille pas assez dans ce pays ; on ne travaille pas assez dans la semaine, on ne travaille pas assez dans l'année, on ne travaille pas assez dans sa vie. »

Le ministre de l'Économie, c'est Bruno Le Maire, pris lui aussi à la droite. Pendant la campagne des primaires, il défendait la réduction des indemnités

chômage, la privatisation de Pôle emploi, les petits boulots à 5 euros de l'heure pour les allocataires de minima sociaux.

Le ministre du Budget et de la Fonction publique est Darmanin, lui aussi LR, ex-porte-parole de Sarkozy. Pendant la campagne, il expliquait qu'il fallait supprimer 500 000 postes de fonctionnaires.

Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, membre du CA de la SNCF, ex-administratrice d'Orange, ex-directrice de Dassault systèmes, ex-DRH de Danone, où elle a procédé à 900 suppressions d'emplois, s'y connaît en lutte de classe, mais du côté patronal !

Et quelle est la première mesure de ce gouvernement ? Un moratoire sur le compte pénibilité, jugé trop pénible... pour le patronat ! Et ce n'est que le début. Au programme, il y a la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique, l'augmentation de la CSG, de nouvelles attaques contre les retraites et les allocations chômage et la priorité des priorités : la réforme du marché du travail.

Son enjeu dépasse les mesures concrètes concernant les accords d'entreprise ou le plafonnement des indemnités prud'homales. Il y a derrière tout cela un enjeu politique. Macron veut non seulement donner au patronat les possibilités légales de faire à peu près ce qu'il veut, mais il veut aussi découper, fragmenter et individualiser le monde du travail. Il veut faire de chacun d'entre nous un cas particulier, avec des droits particuliers, pour démolir encore

un peu plus la conscience de classe.

La conscience de classe constitue la principale richesse du monde du travail. Seul, un travailleur n'est rien. La force des exploités est collective. Mais la conscience de cette réalité est sans cesse détruite par le fonctionnement même du capitalisme, basé sur la concurrence, qui pousse à la lutte de tous contre tous et au sauve-qui-peut individuel. La bourgeoisie joue sur cette pression sociale pour diviser et opposer les travailleurs les uns aux autres.

Construire une conscience collective a toujours été une démarche politique volontariste du mouvement ouvrier. Il a fallu la force de la volonté et l'acharnement militant pour contrebalancer préjugés et pressions sociales. Il a fallu le dévouement de générations de femmes et d'hommes pour rassembler et organiser les travailleurs dans des sociétés de secours mutuel, des associations, des syndicats, puis des partis politiques. Cela a toujours été un combat. Et rien n'a jamais été acquis car, de son côté, la bourgeoisie n'a jamais abandonné son travail de sape.

Mais aujourd'hui, y a-t-il un parti, un syndicat, pour contrebalancer les pressions délétères de la concurrence et pour se battre sur le terrain de cette conscience de classe ? Non. Et on le mesure encore dans le bras de fer que Macron a engagé. Sa réforme du travail ne sera peut-être finalisée qu'en septembre, mais nous sommes déjà en train de prendre du retard.

Tous les ministres se répandent sur les ondes pour le même rabâchage que l'on a eu pour la loi El Khomri. Et les confédérations syndicales noient le poisson en laissant croire qu'il y a des marges de manœuvre et de quoi négocier ! Eh bien, ce que les confédérations syndicales ne veulent pas faire, il faut que les travailleurs conscients et combatifs le fassent !

Et il ne s'agit pas seulement d'en appeler aux luttes et aux manifestations. Il faut d'abord et avant tout armer politiquement les travailleurs. Cela signifie se battre pour renouer avec ce qui a toujours fait la force de la classe ouvrière contre le patronat : la conscience de classe, celle d'avoir des intérêts opposés au grand patronat et d'être capable de les défendre collectivement.

Le danger du Front national

La nouvelle poussée du Front national dans les quartiers et les villes ouvrières, que l'on a mesurée à la présidentielle, rend ce combat crucial. D'un côté, il manque des militants pour s'opposer aux divisions, aux frustrations, au repli sur soi et au rejet de l'autre. Mais, de l'autre côté, il y a un parti pour exploiter la situation, exciter le chauvinisme et les préjugés racistes.

Avec près de 11 millions de voix à la présidentielle, le FN est plus présent que jamais. Et les ouvriers, les chômeurs, les jeunes et moins jeunes qui ont voté Le Pen n'ont pas seulement exprimé leur rejet du système. Ils ont pris le risque,

conscient ou pas, de la porter au pouvoir.

Certains disent avoir voté FN pour la retraite à 60 ans, d'autres contre l'Europe ou pour plus de protectionnisme. Mais la politique anti-immigrés de Le Pen et la préférence nationale ne les ont pas gênés ! Le fait de voter pour une organisation d'extrême droite profondément hostile à la classe ouvrière, à ses organisations, à ses militants et au communisme, ne les a pas plus retenus. Voilà une expression du grave recul de la conscience de classe de certains travailleurs.

Si demain des individus ou des groupes fascistes, encouragés par les scores du FN, s'en prenaient physiquement à des travailleurs étrangers, s'il y avait des associations de locataires se battant pour réserver des logements aux familles françaises, comment les électeurs de Le Pen réagiraient-ils ?

La conjonction de la crise économique et de l'instabilité politique est lourde de danger. Des réactions de colère peuvent émaner de catégories diverses et variées. Durant le quinquennat de Hollande, nous avons bien vu des manifestations de droite contre le mariage homosexuel et des manifestations de policiers réclamant plus de répression. Autant dire que les mobilisations, y compris celles portées par les travailleurs, peuvent prendre des directions complètement opposées : ou bien réactionnaires et antiouvrières, ou bien progressistes et allant dans le sens des intérêts de tous les exploités.

Suite page 10



LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Suite de la page 7

Et c'est précisément dans ces périodes que les travailleurs ont besoin d'avoir conscience de leurs intérêts économiques mais aussi politiques. Si l'on ne veut pas que les explosions sociales soient emmenées vers des impasses ou sur des voies réactionnaires, il faut que les objectifs de combat communs au monde du travail soient présents dans les têtes. Il faut que les travailleurs aient une boussole. Celle-ci ne peut être donnée que par un parti se plaçant clairement sur le terrain des intérêts de classe du monde du travail.

Renforcer la conscience de classe

Nous sommes les seuls à défendre une politique de lutte de classe et à utiliser les mots de classe ouvrière, d'exploitation, de bourgeoisie et de communisme. Le PCF, qui porte encore le nom de communiste, les a bannis de son vocabulaire.

Mais quand on les fait entendre, ces mots trouvent de l'écho. À la présidentielle, ils ont trouvé l'écho de 230 000 électeurs. C'est faible, comparé à l'ensemble de l'électorat mais, dans le combat social, la présence de 230 000 personnes peut contribuer à changer le cours des luttes. Et comment ces femmes et ces hommes ont-ils été touchés ?

La plupart nous sont inconnus et ont justement été touchés par ces mots. Parce que ces idées correspondent à ce que vivent nombre de travailleurs et qu'elles répondent à leurs besoins. Quand on parle d'exploitation, les femmes de ménage des hôtels Campanile, qui se battent en ce moment pour un treizième mois et la possibilité de faire des temps partiels de 30 heures au lieu de 25,

savent de quoi il retourne ! Comme les travailleurs de chez Tati qui se battent pour sauver leur emploi parce que leur maison-mère ultra-bénéficiaire Eram a décidé de mettre sa filiale en liquidation.

Même les travailleurs de Whirlpool Amiens dont on a vu certains faire la claque pour Le Pen dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, en savent quelque chose. Parce que, avant de délocaliser, leur multinationale richissime les a pressés comme des citrons, leur reprenant des jours de RTT et leur imposant des samedis travaillés obligatoires pour des salaires bloqués.

Au-delà de notre score, l'élection présidentielle nous a donné la possibilité de porter la voix de centaines de milliers d'ouvriers. Avec les élections législatives nous continuons. Mais il faut que cette voix s'exprime au-delà de ces périodes électorales, au quotidien, dans les entreprises, chez Tati, chez Vivarte, chez Whirlpool. Il faudrait qu'elle s'exprime dans les quartiers populaires, dans chaque barre d'immeubles. Pour cela il faudrait des relais, il faut rassembler plus de militants et de sympathisants, il nous faut construire un véritable parti.

Construire un véritable parti

(...) Il faut un parti qui n'attende pas le changement des élections ; parce que le véritable pouvoir n'est pas dans les mains du président et de ses ministres, mais dans celles du grand patronat. Et parce que, au-dessus des lois décidées au Parlement, il y a le système capitaliste qui impose ses propres lois : les lois du profit et de la concurrence et de la compétitivité.

Il faut un parti qui dise



SERGE D'IGNAZIO

aux travailleurs que, si l'on ne peut rien changer de l'intérieur du système politique, il est possible de le faire en s'appuyant sur les luttes collectives des travailleurs. Car ils ne sont pas démunis face au pouvoir du capital et ils constituent au contraire une force puissante, à condition d'en être conscients et d'avoir l'envie d'agir.

Il faut un parti qui ait la volonté et la capacité d'intervenir dans tous les domaines de la vie sociale pour faire prévaloir les intérêts des travailleurs. Cela nécessite que le monde du travail retrouve sa fierté et confiance en lui-même, malgré toutes les trahisons subies.

(...) Alors oui, les travailleurs doivent marcher la tête haute et affirmer leur fierté de tout produire, de soigner, d'éduquer, de permettre à tous de circuler, de se nourrir... Oui, il faut affirmer que nous sommes mille fois plus utiles que

tous ces parasites qui nous font la leçon ! Il faut un parti qui popularise l'idée toute simple que les travailleurs font tout dans cette société et doivent collectivement en devenir les maîtres !

Contre les idées nationalistes/protectionnistes du PCF et Mélenchon

Renouer avec la conscience de classe et l'internationalisme

Alors que la bourgeoisie a toujours joué du nationalisme et du patriotisme pour embrigader les travailleurs derrière ses intérêts, le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est construit sur l'appel de Karl Marx : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* ». Que reste-t-il aujourd'hui de ce capital politique ?

Prenez Jean-Luc Mélenchon, qui a attiré une grande partie de l'électorat de la gauche dite radicale. Pour montrer que son mouvement n'avait rien à voir avec les idées communistes et internationalistes, il est allé jusqu'à interdire les drapeaux rouges et *L'Internationale* dans ses rassemblements, n'autorisant que les drapeaux bleu-blanc-rouge et *La Marseillaise*.

Il a mis au cœur de son programme la lutte contre l'Union européenne et ses traités. Il a prôné le recentrage de l'économie sur le local, avec une bonne dose de protectionnisme. Pour différencier son protectionnisme de celui de Le Pen, il l'a nommé « *solidaire* », mais il véhicule la même idée fondamentale : le danger réside dans la concurrence d'autres travailleurs et dans l'ouverture des frontières.

Ces idées ne sont pas nouvelles. Dès 1914, le Parti

socialiste a bazardé l'internationalisme pour embrasser l'esprit cocardier et le drapeau de la bourgeoisie. Le PCF, qui lui avait succédé comme grand parti ouvrier, a ensuite défendu, repris à son compte le chauvinisme, pour le perpétuer jusqu'à aujourd'hui au travers du « *produire français* » et de la défense de « *l'industrie française* ». Ces mots d'ordre n'ont plus rien à voir avec les idées de lutte de classe.

Pendant que les licenciements, les fermetures d'entreprise et le chômage sont mis sur le dos de l'Union européenne et de ses traités, les requins capitalistes peuvent continuer d'agir en toute impunité. Le patronat peut bloquer les salaires, aggraver l'exploitation au travers des réductions des pauses, des hausses de cadences, des réorganisations, du recours aux heures supplémentaires.

La fortune de Besnier, propriétaire de Lactalis, un patron bien français, a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années, pour atteindre 10,5 milliards d'euros, le huitième rang des fortunes du pays. Comment ? En rançonnant les agriculteurs qui produisent le lait. Mais... c'est encore l'Union européenne qui est accusée ! Les grands actionnaires peuvent se frotter les mains : il n'est jamais question de leur rapacité ou de leur irresponsabilité, l'Union européenne leur sert de paravent.

Que ces idées soient défendues par Le Pen, les souverainistes de droite, les socialistes du genre de Montebourg, Mélenchon ou le PCF, elles font le jeu du patronat, elles brouillent les

Suite page 11



LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Suite de la page 10

consciences et affaiblissent le monde du travail.

Être dans le camp des travailleurs, ce n'est pas opposer les travailleurs des différentes nations les uns aux autres, c'est reconnaître et dénoncer la guerre de classe que la bourgeoisie mène aux exploités, à tous les exploités, quel que soit leur pays.

Être dans le camp des travailleurs, c'est ne pas faire de différence entre travailleurs. C'est affirmer que les chômeurs français comme les chômeurs étrangers sont tous des chômeurs du capitalisme, des victimes au même titre de la classe capitaliste.

Être dans le camp des travailleurs, c'est être internationaliste et militer pour diffuser auprès des exploités la conscience d'appartenir à la même classe sociale. Être dans le camp des travailleurs, c'est avoir pour perspective de combattre l'exploitation et renverser le capitalisme. C'est être communiste.

Des perspectives communistes

Nous sommes communistes parce que nous combattons l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les formes d'oppression qui en découlent. Nous sommes communistes parce que nous aspirons à une société gérée fraternellement et démocratiquement par la collectivité de ceux qui travaillent et produisent. (...)

Du rêve, de l'utopie, nous répond-on souvent. Non ! L'utopie est de croire que l'humanité a un avenir dans le cadre du capitalisme. Huit personnes possèdent l'équivalent de la moitié de l'humanité. En France, 21 milliardaires possèdent autant que 25 millions de femmes et d'hommes ! Et c'est cette minorité qui, du haut de son capital, domine et oriente toute l'économie et la société. (...)

Je le dis aux plus jeunes : Rejetez l'individualisme et le carriérisme. Ne vous accommodez pas des



Le meeting de Nathalie Arthaud, entourée de candidats Lutte ouvrière aux législatives.

injustices et de la barbarie montante ! N'acceptez pas ceux qui veulent vous ramener en arrière avec les préjugés nationalistes, racistes, les idées mystiques ou les idées rétrogrades, par exemple sur la place des femmes dans la société.

Tout cela ne disparaîtra

que si la société se transforme en profondeur. Que si l'exploitation laisse place à une société libre, où chacun prendra part à la vie sociale tout en choisissant sa vie.

Alors, rejoignez-nous dans le combat révolutionnaire, pour que

les générations futures puissent construire une société de justice, de fraternité, enfin débarrassée des classes sociales et de l'exploitation ! Œuvrez pour transformer la société en liant votre sort à celui du combat des travailleurs !

Lundi 5 juin : "Une politique impérialiste aux antipodes des intérêts des travailleurs"

Aujourd'hui, c'est au nom de la « guerre contre le terrorisme » que les puissances impérialistes interviennent au Moyen-Orient.

C'est encore la lutte contre le terrorisme qui sert de prétexte à notre propre impérialisme pour rendre toute la population complice de ses aventures militaires en Afrique. Le pouvoir a pu passer des mains de l'homme de droite Sarkozy aux mains du prétendu socialiste Hollande, puis à celles du « ni droite

ni gauche » Macron, sans que la politique extérieure subisse la moindre modification. Les aventures militaires de l'impérialisme français continuent et la supercherie pour les masquer, aussi.

Pour entraîner leurs peuples respectifs dans la boucherie de la Première Guerre mondiale, les dirigeants de l'époque mettaient en avant la « défense de la patrie ».

Aujourd'hui, on essaie de nous faire croire que les

guerres au Mali, au Niger, au Tchad, au Cameroun, en Centrafrique, sont menées pour vaincre le terrorisme. Mais, comme le disait si bien Anatole France, « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ». Et les soldats qu'on envoie dans ces pays pour mourir, et surtout pour tuer, le font pour que les groupes capitalistes français gardent le contrôle de l'uranium, du pétrole, du coton ou de l'arachide. Ils le font pour que le grand

capital conserve sa mainmise sur les ex-colonies françaises, leurs richesses naturelles et leurs peuples.

Les groupes terroristes comme al-Qaida ou Daech n'ont pas surgi du néant. Ils ont surgi, au Moyen-Orient, des décennies de rivalités entre puissances impérialistes pour contrôler les richesses en pétrole de cette région. Ils ont été tous, en un moment donné de leur histoire, des créatures des puissances impérialistes.

Toute l'histoire de l'impérialisme s'accompagne de la fabrication de tels monstres. Il arrive qu'ils se retournent contre leurs créateurs. Comme ce fut le cas pour Ben Laden, mais aussi pour Saddam Hussein... ou Noriega, qui vient de mourir.

Des organisations comme al Qaida, Daech, Boko Haram et quelques autres sont des organisations qui méprisent les êtres humains comme les peuples, à commencer par les leurs, à qui elles imposent, quand elles en ont la possibilité, une féroce dictature. Et les attentats qu'elles planifient ou inspirent sont le fait de créatures inconscientes.

Les tueries dont ces gens sont les instruments, hier à Londres, à Manchester récemment, ou à Paris,

Nice ou Berlin, sont aussi abjectes que celles perpétrées du haut du ciel par d'autres assassins, ceux-là en uniforme, et envoyés par les États impérialistes qui se prétendent civilisés, pour bombarder des quartiers populaires, des écoles, des hôpitaux, en Syrie ou en Irak.

Et les dirigeants impérialistes se servent du dégoût légitime que provoquent les agissements des terroristes pour embriquer leur population derrière eux.

Eh bien, les travailleurs conscients n'ont pas à être complices des manœuvres tordues des puissances impérialistes, ni pour le passé, ni pour le présent ! Ce que, de Sarkozy à Macron en passant par Hollande, ils appellent la « guerre contre le terrorisme » n'est pas notre guerre. Présenter les voyous barbares de Daech ou leurs semblables comme la seule menace pour l'humanité, les grandes puissances comme des défenseuses de la paix entre les peuples et de la sécurité, cela ne sert qu'à tromper les peuples. C'est de l'enfumage pour nous faire cautionner une politique impérialiste qui est aux antipodes des intérêts des travailleurs.



États-Unis : climat de désaccord

Le 1^{er} juin, Trump a démonstrativement annoncé que les États-Unis se retirent de l'accord de Paris contre le réchauffement climatique. Cet accord international, laborieusement élaboré en 2015 par la COP21, est supposé limiter le réchauffement de la planète à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels.

En fait, l'accord de Paris, qui avait été à l'époque présenté comme un succès historique de la diplomatie française, n'était qu'une déclaration d'intention de la part des dirigeants de près de 200 États. Le geste de Trump l'a ramené à ce qu'il était depuis le départ : un texte n'ayant rien de contraignant, que les États peuvent appliquer ou non au gré des circonstances.

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis signent, puis se retirent d'un accord sur le climat. En 1997, Bill Clinton, qui occupait la Maison-Blanche, avait approuvé le protocole de Kyoto, mais le Sénat américain avait refusé à l'unanimité de le ratifier.

L'accord de Paris, lui, a bien été ratifié par les États-Unis l'an dernier, mais Trump a choisi de le

dénoncer pour satisfaire la partie la plus nationaliste de son électorat. Selon lui, cet accord était au bénéfice « des capitales étrangères et des mondialistes, qui ont toujours cherché à s'enrichir aux dépens des États-Unis », et lui aurait imposé un « fardeau économique et financier ». C'était développer jusqu'au ridicule l'idée que la première puissance mondiale, dont les banques et les grandes entreprises dominent l'économie, dont l'armée est présente sur tous les continents, serait opprimée par le reste du monde.

Dans son discours du 1^{er} juin, Trump a aussi réclamé de la justice « pour les États-Unis, leurs entreprises, leurs salariés, leur population », voulant faire croire à ses électeurs ouvriers, qui attendent toujours qu'il crée des emplois par millions, que



Le pipe-line venant de l'Alaska.

leurs intérêts sont les mêmes que ceux des grandes entreprises. Ce n'est pourtant pas l'accord de Paris, entré en vigueur il y a sept mois, qui est responsable du chômage, mais bien le patronat.

Bien qu'il parle en son nom, une bonne partie de la bourgeoisie américaine juge cette décision de Trump irresponsable. Pas tant parce qu'elle se préoccupe du climat, mais parce que bien des grandes entreprises américaines ont investi depuis des années des capitaux dans les énergies non fossiles. Elles craignent de voir ce président, qui considère le réchauffement climatique comme un « canular inventé par les Chinois », arrêter de subventionner les énergies renouvelables et ruiner leurs espoirs de gros

retours sur investissement.

C'est le cas de Walmart, qui équipe depuis des années les toits de ses supermarchés de panneaux solaires. Elon Musk, le patron de Tesla, qui produit des voitures électriques et qui a investi dans les panneaux solaires, vient de claquer la porte des instances chargées de conseiller Trump sur l'économie. Les patrons des géants de l'Internet, de General Electric, de Disney, de la puissante banque d'affaire Goldman Sachs, et même ceux des pétroliers Chevron et ExxonMobil, ont dit qu'ils désapprouvaient la décision de Trump.

Ces très grandes entreprises veulent rappeler au locataire de la Maison-Blanche qu'il est chargé de défendre leurs intérêts. En s'élevant contre sa décision,

en s'inquiétant ouvertement des répercussions négatives des diatribes protectionnistes sur le commerce international, elles exercent une pression sur Trump et entraînent avec elles des dirigeants de grandes villes et d'États américains comme la Californie.

Un climatologue réaliste a déclaré que, déjà avant l'annonce de Trump, « la limite de 2°C était très difficile à respecter ». En effet, quelle que soit l'issue des pressions et des jeux de pouvoir à Washington, tant que l'économie sera motivée par la recherche capitaliste du profit maximum bien plus que par ce qui est nécessaire à l'humanité, celle-ci sera menacée par la catastrophe climatique... et aussi par bien d'autres.

Lucien Déroit

Égypte : inflation, répression et... Rafale

La nouvelle ministre des Armées, Sylvie Goulard, s'est rendue au Caire le 5 juin pour représenter les intérêts des marchands de canons français. Le service après-vente concernant les 24 Rafale, la frégate Fremm et les deux porte-hélicoptères Mistral, pour plus de 6 milliards, demande en effet au minimum la visite de courtoisie d'un membre du gouvernement créancier, après l'élection du nouveau président.

Après l'Inde, l'Égypte est en effet le deuxième client pour ces engins de mort à 101 millions d'euros pièce, à égalité avec le Qatar. Entretien des relations avec la clientèle, c'est ce qu'avaient fait Sarkozy et Hollande, c'est ce que continue Macron. L'ex-maréchal Sissi, qui dirige l'Égypte d'une main de fer, a d'ailleurs fait état d'une conversation téléphonique au cours de laquelle Macron lui-même, présentant comme il se doit ses condoléances suite à l'attentat de Daech contre les chrétiens coptes d'al-Minya, aurait mentionné l'urgence de la coopération entre les deux pays face au terrorisme.

En fait, les 30 morts d'al-Minya ont surtout servi d'occasion aux deux chefs d'État pour renouveler les paroles hypocrites qui recouvrent un renouvellement d'alliance

diplomatique. Dans le jeu du Moyen-Orient, la bourgeoisie française tient à garder en main une carte égyptienne, comme elle le fait depuis longtemps, en concurrence avec la Grande-Bretagne et bien sûr les États-Unis. L'évolution des rapports de force entre puissances régionales exige cette réaffirmation, du point de vue des intérêts de l'impérialisme français.

Mais, du point de vue des intérêts des 90 millions d'Égyptiens, la visite de la ministre a dû passer d'autant plus inaperçue que les préoccupations sont ailleurs : l'inflation a atteint en avril le taux de 33 %, et 44 % pour les produits alimentaires, auxquels la majeure partie des familles populaires consacrent près de la moitié de leurs revenus. La récente mise en place de la TVA et la baisse des subventions sur

les carburants ont aggravé le problème, et il est question, pour répondre aux demandes de réformes du FMI, d'une nouvelle diminution de ces subventions.

Il n'est donc pas étonnant que, fréquemment, des travailleurs entrent en lutte pour réclamer des salaires en retard ou bien des renouvellements de contrats

avec davantage d'heures. Le 4 juin, 32 travailleurs de la Compagnie des ciments de Tourah, au sud du Caire, ont été condamnés à trois ans de prison au cours d'un simulacre de jugement. Ils avaient participé depuis le 15 mai à des sit-in pour des contrats à plein temps. Une pétition de soutien, présentée par plusieurs syndicats indépendants du pouvoir et quelques personnalités de l'opposition politique, circule tant bien que mal. Une loi d'août 2015 « contre le terrorisme » favorise la

répression des manifestations, et permet en particulier de qualifier de criminelle toute grève ouvrière. L'interdiction récente d'accéder à un site Internet d'information indépendant du pouvoir, celui de Mada Masr où les débrayages et protestations ouvrières étaient relatées, va dans le même sens.

Cela n'empêche apparemment pas Mme Goulard de dormir et encore moins de faire faire des affaires à Dassault, DCNS et Thales.

Viviane Lafont

Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Le comité de soutien de Georges Ibrahim Abdallah appelle à manifester pour la libération de ce militant communiste libanais, défenseur de la cause palestinienne, incarcéré en France depuis trente-trois ans.

Il avait été condamné pour complicité dans des actes revendiqués par des

groupes libanais opposés à l'invasion du Liban par l'armée israélienne. Bouc émissaire commode pour satisfaire les exigences des États-Unis, d'Israël et du Liban, il aurait dû être libéré en 1999, mais les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, l'ont laissé pourrir en prison, lui faisant ainsi payer

de ne pas avoir renié ses convictions.

Pour exiger sa libération, qui ne serait que justice, son comité de soutien appelle à manifester

samedi 17 juin à 15 heures
place du Colonel-Fabien à Paris
métro : Colonel-Fabien

Arc International : une entreprise gavée d'aides

Le Maire, ministre de l'Économie, s'est déplacé le 19 mai à Arques dans le Pas-de-Calais, à l'usine Arc International, fabricant de vaisselle. Combien de millions l'État a-t-il encore versés à cette entreprise privée, gavée d'aides depuis des années ?

La publication des chiffres ne permet pas de discerner les investissements privés de ceux qui viennent de l'État, même s'il est certain que l'argent public sert encore à alimenter des fortunes privées sous prétexte de mauvaise passe pour l'entreprise.

Cela n'empêche pas la presse nationale de tresser des lauriers à Macron qui aurait déjà sauvé l'entreprise Arc, le « leader des arts de la table », à la fin de l'année 2014. L'usine compte encore plus de 5 000 salariés.

À l'époque, la famille Durand, seule actionnaire, s'était répandue sur ses prétendues difficultés économiques. Le groupe avait alors été racheté à 80 % par un fonds d'investissement américain, 20 % du capital restant à la famille Durand.

Ce rachat, présenté comme un sauvetage dont Macron se vante encore aujourd'hui, s'est traduit par 100 licenciements.

L'usine a également été restructurée avec la systématisation du lean manufacturing censé éviter le gaspillage (la division de l'usine en plusieurs unités mises en concurrence les unes contre les autres) et, pour les salariés, la dégradation de leurs conditions de travail : des changements d'horaires imposés, le vol de jours de RTT pour les travailleurs de jour, la suppression des postes protégés, une intensification du rythme de travail et, malgré les licenciements, un recours important à la main-d'œuvre intérimaire,

flexible à merci.

Les cadeaux que les actionnaires, les nouveaux et les anciens, ont alors touchés se comptent par centaines de millions d'euros : les banques privées qui effacent les dettes, le report par l'État de la dette fiscale, le CICE qui se monte chaque année à des millions d'euros, plus les différentes aides de l'État, de la région, du département et des communautés de communes. Tout cet argent est allé dans les poches des actionnaires.

Et comme les actionnaires millionnaires aiment ça, ils en redemandent, certains qu'ils sont que le président Macron sera aussi généreux avec eux que le ministre de l'Économie Macron.

Correspondant LO



Macron en visite à Arc International en juin 2016.

CHI de Clermont Fitz-James : le personnel refuse d'abandonner ses droits

À l'hôpital psychiatrique de Clermont Fitz-James, dans l'Oise, le personnel vient de manifester à nouveau son refus des sacrifices qu'on veut lui imposer.

D'année en année, les conditions de travail du personnel et d'accueil des patients se détériorent. C'est une situation commune aux trois hôpitaux psychiatriques de Picardie, dans l'Oise, l'Aisne et la Somme.

Cette offensive contre les salariés se mène, comme dans tous les hôpitaux publics, au nom d'une prétendue lutte contre les déficits. Les déficits sont créés artificiellement par le ministère lui-même, avec son bras armé, les Agences régionales de santé.

Ainsi l'administration annonce 11 millions d'euros de déficits cumulés à Pinel, pour la Somme, et 6 millions d'euros au CHI de Clermont Fitz-James.

C'est sous ce prétexte

que déjà, à Pinel, l'administration a volé 14 jours de RTT au personnel en 2016. Le seul résultat de ces sacrifices est que la situation se dégrade pour les soignants comme pour les patients. Au point que même les familles des malades s'inquiètent des diminutions des visites à domicile, réduites faute de personnel suffisant.

Au CHI de Clermont Fitz-James, la direction, après différentes tentatives avortées, revient à la charge en proposant la suppression d'au moins neuf RTT pour, dit-elle, faire des économies... sur le dos du personnel. Voilà la seule réalité de son plan Copermo Performance et modernisation.

En mai, lors de la première réunion dite de

concertation avec les organisations syndicales lancée par la direction pour ouvrir le processus officiel, le personnel a donc tenu à montrer qu'il n'entendait pas se laisser faire

Cent-cinquante agents de toutes catégories, des infirmières et infirmiers aux ASH en passant par les aides-soignantes et autres agents, se sont invités autour de la table pour dire non. La direction a eu à faire face à des salariés en colère qui ont tenu à lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur. Ceux-ci sont restés le temps que la direction se décide à lever la réunion en constatant l'impossibilité d'engager la procédure qu'elle voulait.

Preuve a été faite que la mobilisation du personnel pouvait entraver la mise œuvre des sacrifices programmés.

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : des comptes truqués

Tous les artifices comptables sont bons à la direction de l'usine Toyota d'Onnaing (Toyota Motor Manufacturing France TMMF) pour arranger les comptes à sa façon et essayer de les mettre dans le négatif afin de ne pas payer d'impôts sur les bénéfices.

Les voitures qui sortent des lignes sont vendues à un client unique, Toyota Motor Europe, en dessous de leur prix : 10 000 euros en moyenne, alors que la même voiture est proposée en concession aux clients entre 16 000 et 20 000 euros.

Par contre, des pièces comme les faisceaux électriques, les colonnes de direction, les sièges sont achetées au-dessus de leur prix à des sous-traitants qui appartiennent au groupe Toyota. En 2007, une expertise avait ainsi révélé que les moteurs produits par Toyota dans d'autres usines étaient revendus à l'usine Toyota d'Onnaing trois fois le prix moyen du marché.

Il faut ajouter que 80 ou 100 millions d'euros de royalties sont versés chaque année par TMMF directement à Toyota Japon, et sont ainsi évacués de l'impôt sur les bénéfices. Il en va d'ailleurs de même pour Toyota Europe, qui envoie des centaines de millions d'euros de royalties à Toyota Japon, ce qui met artificiellement ses comptes dans le rouge certaines années.

Malgré tous ces artifices, TMMF avait quand même annoncé l'an dernier un bénéfice après impôt de 76,5 millions d'euros. Cette année, la direction de TMMF va encore trafiquer les comptes qu'elle annoncera publiquement en juin. Elle a déjà prévenu de son intention de déduire des frais de change, prétendument liés à la baisse de la livre sterling, et d'y inclure une sortie de plus de 55 millions d'euros soi-disant pour soutenir l'équipementier Takata.

Avec ses comptes truqués et ses jongleries entre filiales, la direction va bientôt prétendre que le travail de ses ouvriers lui fait perdre de l'argent ! Mais tous savent qu'il n'en est rien, et il suffit de voir les bénéfices du groupe Toyota pour s'en persuader : 21,5 milliards en 2015/2016 et 15,4 milliards en 2016/2017. C'est le résultat de l'exploitation, et les travailleurs sont en droit de revendiquer cette richesse qu'ils produisent.

Correspondant LO



Les travailleurs de Toyota en manifestation contre la loi travail.

Lisez *Lutte de classe* revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 184 (mai-juin 2017) :

- Après l'élection présidentielle, opération de ravalement pour une république bourgeoise décatie
 - Circulaire des candidats de Lutte ouvrière aux élections législatives
 - Front national : des progrès lourds de menaces pour tout le mouvement ouvrier
 - Mélenchon, insoumis aux intérêts des travailleurs
 - La police, une arme de classe contre les travailleurs
 - Grande-Bretagne : 8 juin, un scrutin sous le signe de l'union nationale
 - Algérie : au lendemain des élections législatives
 - Annexes : – Discours de Nathalie Arthaud au meeting de Lille (19 avril)
 - Déclaration au soir du premier tour de l'élection présidentielle
- Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.

Transports d'Orléans : la direction sur les dents

Depuis le début de l'année 2017, la direction de la TAO (Transports de l'agglomération d'Orléans) accentue la pression sur les travailleurs en multipliant les sanctions. En tout, 14 conseils de discipline ont eu lieu ou sont prochainement prévus.

Ainsi, lundi 22 mai, une cinquantaine de salariés de la TAO et de militants des unions locales CGT et SUD étaient rassemblés pour soutenir l'un des leurs, militant SUD, qui passait en conseil de discipline. La direction lui reproche, sans preuve, un arrêt maladie litigieux et d'avoir envoyé, alors qu'il conduisait, un message automatique indiquant son indisponibilité à répondre à un appel de la direction.

Les travailleurs présents

étaient en colère car ce n'est pas le seul collègue à être touché. Deux autres militants sont sur le point d'être licenciés pour des prétextes du même ordre. Beaucoup de ces procédures disciplinaires touchent des militants et syndiqués, mais aussi des travailleurs proches de la retraite. Pour les travailleurs de la TAO, depuis la reprise en 2012 de la gestion des transports en commun par la filiale de la SNCF Kéolis, la situation n'a cessé de se dégrader. La

direction cherche à se débarrasser des anciens pour réduire les coûts et à faire taire tous ceux qui protestent contre les attaques.

Celles-ci sont légion et les conditions de travail ne cessent de se détériorer. Dans les discussions, certains racontaient la pression continue de certains chefs, d'autres comment, petit à petit, la direction a rogné sur les pauses et tendu les tournées, d'autres encore parlaient du mauvais état du matériel et des risques encourus par les usagers. Selon un manifestant, « il n'y a plus de pièces en stock pour réparer le matériel, tout est à flux tendu ». Quant à la pression



qui touche ces travailleurs, un conducteur racontait avoir eu un avertissement pour avoir pris du retard au volant de son bus, les conducteurs étant maintenant surveillés à la minute par le biais d'un dispositif installé récemment. « Même les chefs de ligne n'en peuvent plus », disait un autre conducteur.

Comme partout ailleurs, les travailleurs de la TAO subissent de plein fouet une politique patronale qui se durcit. La direction devra cependant faire avec la mobilisation d'une partie des

travailleurs de l'entreprise, d'autant qu'elle semble croissante. On ne peut que souhaiter qu'elle s'étende encore lors des prochains rassemblements.

Un nouveau rassemblement pour protester contre la politique répressive de la direction de la TAO avait lieu le 7 juin à 17 heures place de Gaulle, en centre-ville. Les syndicats appelaient tous les salariés choqués par ces méthodes, quelle que soit leur entreprise, à manifester nombreux.

Correspondant LO

SNCF : Chibanis discriminés

Plus de 800 travailleurs originaires du Maroc, maintenant retraités aux cheveux blancs (chibanis en arabe), demandent une nouvelle fois réparation à leur ancien employeur, la SNCF.

En septembre 2015, ils avaient obtenu un jugement favorable du conseil des prud'hommes de Paris, condamnant leur employeur pour discrimination dans l'exécution du contrat de travail. Mais la

direction de la SNCF avait fait appel de sa condamnation à verser 150 000 à 230 000 euros par plaignant. Ils n'ont donc rien touché de ce qui, pourtant, leur est dû.

Dans les années 1970 en effet, recrutés pour la plupart en vertu d'une convention signée entre la France et le Maroc, ces travailleurs devaient être employés sous des contrats de droit privé, le statut de cheminot

exigeant la nationalité française. Cependant, on leur avait promis une égalité des droits et de traitement avec les nationaux. En réalité, ils sont restés affectés aux travaux les plus durs et les plus dangereux, comme les réparations sur les voies, et aux salaires les plus bas. N'ayant pas le statut de cheminot, ils n'ont pu passer des examens pour obtenir un poste plus qualifié et mieux payé. Et, quand

certains ont obtenu la nationalité française, la direction a invoqué une clause d'âge pour refuser de reconnaître leurs droits. Elle n'a cotisé pour leur retraite que 12 % de leur salaire brut, déjà très bas, au lieu de 32 % pour les cheminots français. Ils se retrouvent donc condamnés à vivre avec de petites retraites en ayant travaillé plus longtemps que les autres.

La SNCF se défend bec et

ongles pour ne pas payer, invoquant son respect du statut légal réservé à l'embauche de travailleurs, âgés de moins de 30 ans, français ou européens, qui n'a pas grand-chose à envier à la préférence nationale chère à Marine Le Pen. Voilà ce que la SNCF met en avant pour spolier ceux qu'elle a exploités toute leur vie et qui, à juste titre, réclament réparation.

Sylvie Maréchal

Soutien à Nathalie Pradelle

Mardi 6 juin, à l'appel de l'ensemble des syndicats, plusieurs centaines de cheminots se sont rassemblés devant le bâtiment SNCF réseau de la Plaine-Saint-Denis pour soutenir Nathalie Pradelle, militante de Sud Rail, convoquée à un conseil de discipline en vue de son licenciement.

Nathalie est cadre et refuse de devenir, comme sa direction le voudrait, une garde-chiourme vis-à-vis des employés de son service. Depuis près de

deux ans, sa responsable s'acharne contre elle.

La direction de la SNCF voudrait instaurer les relations qui existent dans de nombreuses entreprises privées, où l'encadrement devient une courroie de transmission de la politique des directions d'entreprise. La maîtrise et l'encadrement ne sont pas censés faire grève ou manifester leur opposition aux décisions de la direction.

C'est parce que Nathalie Pradelle n'accepte pas cela,

et qu'elle avait participé aux grèves et manifestations contre la loi travail, que la SNCF a voulu la changer de service et la mettre au placard puis, voyant qu'elle n'y arrivait pas, la licencier.

Plusieurs centaines de cheminots ont tenu à marquer leur soutien à Nathalie et à dire qu'ils refusent cette politique de répression contre les militants et les travailleurs qui ne baissent pas la tête face aux attaques de la direction.

Correspondant LO



Lapeyre : pas son pareil pour tricher aux dépens des salariés

L'entreprise Lapeyre, qui fabrique et vend des portes et fenêtres, a fort bien utilisé les subtilités juridiques pour dissimuler, entre 2002 et 2008, ses bénéfices.

Filiale de Saint-Gobain, Lapeyre emploie plusieurs milliers d'ouvriers dans onze usines, indépendantes juridiquement, et distribue la production par sa filiale Distrilap, qui possède une centaine de magasins. Mais les profits

générés par les ouvriers et les employés étaient dans cette période entièrement attribués aux deux holdings du groupe, dépourvues de tout salarié. 96 % des bénéfices échappaient donc au calcul de la prime de participation versée aux 9 500 salariés, qui n'ont perçu en tout et pour tout qu'une somme infime calculée sur les 4 % restants.

Un cabinet d'experts a calculé que les patrons

auraient ainsi détourné, sur cette période, 81 millions d'euros au détriment des salariés, qui auraient dû toucher une prime annuelle d'environ 2 000 euros. Patrons et actionnaires en ont vu leurs dividendes gonflés d'autant. Depuis 2011, le périmètre de calcul de la participation a été redéfini, mais il semble que la conjoncture, moins favorable à l'entreprise que celle de la décennie précédente, n'a pas permis

aux travailleurs de chez Lapeyre de toucher une prime importante.

Ce n'est de toute façon pas ces compléments au salaire, même lorsqu'ils atteignent l'équivalent d'un mois de paye, qui peuvent rattraper la baisse du pouvoir d'achat. Non seulement ils ne comptent pas pour le calcul de la retraite, mais ils sont aléatoires et dépendent, l'exemple de Lapeyre le montre, de l'inventivité des patrons

et de leurs juristes pour dépouiller le plus possible les travailleurs.

Il n'empêche que, cette fois, plus de 1 700 salariés ont intenté une action contre le patron et le groupe pour récupérer la participation non versée à l'époque. Ils ont raison et, avec son 1,3 milliard de profits annoncé pour 2016, Saint-Gobain a largement de quoi leur payer leur dû.

Viviane Lafont

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION AU FIL DES SEMAINES

Les journées de juin

Réunis début juin à Petrograd, les délégués du premier congrès des soviets, venus de tout le pays, majoritairement socialistes-révolutionnaires et mencheviks, réaffirmèrent leur soutien au gouvernement Kérensky, qui comptait dix ministres bourgeois, et approuvèrent l'offensive militaire préparée par ce gouvernement.

Les ouvriers et les soldats de Petrograd étant, eux, hostiles et à l'offensive et au gouvernement, les bolcheviks appelèrent à manifester pacifiquement le 10 juin (23 juin selon le calendrier actuel) devant le bâtiment du congrès. Dans *l'Histoire de la révolution russe*, Trotsky raconte cette première confrontation directe des ouvriers de Petrograd avec le comité exécutif.

« L'idée d'une confrontation des ouvriers et des soldats de Pétrograd avec le congrès était imposée par toute la situation. Les masses faisaient pression sur les bolcheviks. L'effervescence était grande surtout dans la garnison qui craignait, à l'occasion de l'offensive, d'être disloquée de force et dispersée sur les fronts. (...) L'initiative de la manifestation venait de l'organisation militaire des bolcheviks. Ses dirigeants affirmaient, et avec pleine raison, comme l'ont montré les événements, que si le parti ne prenait pas sur

lui la direction, les soldats, d'eux-mêmes, sortiraient dans la rue. (...)

La manifestation devait hisser le drapeau du pouvoir des soviets. Le mot d'ordre de combat était : "À bas les dix ministres capitalistes !" C'était l'expression la plus simple de la revendication d'une rupture de la coalition avec la bourgeoisie. »

Après le vote par le congrès des soviets d'une résolution interdisant pour trois jours toute manifestation à Petrograd : "Plusieurs centaines de délégués [du congrès des soviets] furent groupés par dizaines et envoyés dans les quartiers ouvriers et les casernes pour prévenir la manifestation, étant entendu que, le lendemain matin, ils se présenteraient au palais de Tauride pour communiquer les résultats. (...) Toute la nuit durant, la majorité du congrès, plus de cinq cents de ses membres, sans fermer l'œil, par équipes de dix, parcoururent les fabriques, les usines et les casernes de Pétrograd, exhortant



Un groupe de travailleurs en armes.

les hommes à s'abstenir de la manifestation. (...) Les brigades de pacificateurs arrivaient, après une nuit blanche, au palais de Tauride dans un état de complète démoralisation. Elles avaient compté sur une irrécusable autorité du congrès, mais s'étaient heurtées à une muraille de défiance et d'hostilité : "Les masses sont dominées par les bolcheviks." "On se montre hostile à l'égard des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires." »

Pour tenter de reconquérir un peu de crédit auprès des ouvriers et des soldats, le comité exécutif décida finalement d'appeler à manifester le 18 juin (25 juin selon le calendrier actuel). « Les mots d'ordre de la manifestation furent choisis et calculés de façon à

ne point provoquer d'irritation dans les masses : "Paix générale", "Convocation au plus tôt de l'Assemblée constituante", "République démocratique". (...) Mais, sur les pancartes des manifestants, les délégués purent lire les mêmes mots d'ordre, et encore : "À bas les dix ministres capitalistes !" "À bas l'offensive !" "Tout le pouvoir aux soviets !" Les sourires ironiques se figèrent sur les visages et, ensuite, lentement, s'en détachèrent. Les drapeaux bolcheviks flottaient à perte de vue. Les délégués renoncèrent à leurs supplications ingrates. La victoire des bolcheviks était trop évidente. (...)

Les provinciaux atterrés cherchaient du regard les leaders. Ceux-ci baissaient les yeux ou tout simplement

s'esquivaient. Les bolcheviks faisaient pression sur les provinciaux. Ressemblaient-ils donc à une petite bande de conspirateurs ? Les délégués en convenaient, ce n'était pas pareil. "À Petrograd, vous êtes une force - avouaient-ils d'un tout autre ton qu'à la séance officielle - mais ce n'est pas la même chose en province et sur le front. Petrograd ne peut marcher contre tout le pays. - Attendez un peu, leur répondaient les bolcheviks, votre tour viendra ; bientôt, chez vous aussi l'on étalera les mêmes pancartes." (...) La manifestation du 18 juin avait produit une énorme impression sur les participants eux-mêmes. Les masses avaient vu que le bolchevisme était devenu une force, et les hésitants se tournèrent vers lui. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numéris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : attentats, les fruits pourris de l'impérialisme

Le 3 juin, à Londres, un nouvel attentat a fait au moins sept morts et 48 blessés, dont un passant tué par l'unité policière qui a abattu les trois assaillants. C'est le troisième attentat islamiste en Grande-Bretagne en trois mois. Le 22 mars, un homme avait tué cinq personnes à Londres dans le quartier du Parlement. Le 22 mai, un kamikaze avait tué 22 personnes et blessé 59 autres dans une salle de concert de Manchester.

Comme les islamistes qui, le 7 juillet 2005, avaient tué 56 personnes dans les transports londoniens, le kamikaze de Manchester, Salman Abedi, était né et avait grandi en Grande-Bretagne. Son père, libyen, faisait partie de l'opposition islamiste au régime de Kadhafi. Pendant de nombreuses années, les forces de sécurité britanniques utilisaient des groupes islamistes libyens basés en Grande-Bretagne pour déstabiliser un régime qui

avait commis le crime suprême en nationalisant les puits de pétrole de la firme BP (British Petroleum).

En 2011, lors d'une campagne de bombardements sur la Libye, les forces occidentales avaient facilité le renversement et l'assassinat de Kadhafi. Puis la Libye était passée sous la coupe des groupes islamistes, dont les rivalités avaient transformé le pays en zone de guerre permanente. Depuis la chute de Kadhafi, ces groupes ont retourné leurs

armes contre leurs anciens soutiens. Salman Abedi et son projet meurtrier sont des sous-produits de cette évolution.

Les trois terroristes du 4 juin étaient également des islamistes plus ou moins connus des services de police. L'un d'eux était lié à une organisation intégriste, al-Muhajiroun (les émigrés) formée dans les années 1980 par des islamistes syriens opposés au régime d'Assad. À l'époque, cette organisation avait pignon sur rue à Londres et était utilisée par les services secrets. Ce n'est qu'après l'invasion de l'Afghanistan en 2001 qu'elle fut finalement interdite par Tony Blair, qui l'accusait de recruter des combattants pour rejoindre les talibans.

Dans les deux cas, il s'agit donc d'islamistes qui



Hommage aux victimes de l'attentat du London Bridge.

ont bénéficié du soutien direct ou indirect de l'État britannique – comme Oussama Ben Laden, le commanditaire des attentats du 11 septembre 2001, avait été appuyé par les États-Unis à l'époque de la guerre menée par l'URSS en Afghanistan (1979-1989). Ces islamistes se retournent aujourd'hui contre leurs anciens patrons en s'en prenant à des civils innocents, innocents comme le sont les victimes

des bombes lâchées par les Occidentaux sur la Libye, l'Irak et la Syrie.

Ces attentats sont barbares. Mais les gouvernements et les militaires occidentaux, prêts à toutes les manœuvres pour maintenir le monde sous leur coupe, ont en grande partie fabriqué les groupes terroristes, même si aujourd'hui ces derniers se retournent contre eux.

Michel Bondelet

Calais : politiciens à la chasse aux migrants

Interviewé sur le retour des migrants à Calais, le nouveau ministre de l'Intérieur Gérard Collomb s'est inscrit dans la droite ligne répressive de son prédécesseur Cazeneuve en déclarant : « Nous devons d'abord réprimer les atteintes à l'ordre public et lutter contre les filières de passeurs. »

Collomb, qui en tant que maire de Lyon s'était déjà illustré dans la traque aux réfugiés et aux Roms, a annoncé le renfort de 150 policiers et gendarmes à Calais et à Dunkerque.

« Les personnes qui demandent l'asile ont évidemment vocation à être prises en charge dans la dignité », a-t-il nuancé. C'est une posture parfaitement hypocrite : les réfugiés qui voudraient déposer une demande d'asile – ce qui se fait nécessairement à Lille – sont arrêtés près de la gare de Calais et, comme ils sont souvent sans papiers, ils peuvent être expulsés avant même d'avoir fait la demande d'asile.

De Hollande à Macron, on assiste à la même chasse à l'homme contre les réfugiés. Un arrêté interdisant de s'asseoir sur les pelouses des parcs de la ville a été ressorti, et des groupes de policiers armés y veillent. Traqués par la police, les migrants sont obligés de se cacher dans les fossés, dans les bosquets, en attendant la nuit pour tenter le passage vers l'Angleterre. Ils sont victimes de gazages et de violences ; leurs sacs de couchage ou tentes sont systématiquement détruits. Les

autorités s'acharnent de plus en plus sur les bénévoles pour les empêcher d'aider les migrants, les obligeant à changer tous les jours les lieux de distribution de repas, les accablant de PV pour stationnement interdit, de contrôles de conformité de véhicule, de contrôles sanitaires de la cuisine.

Dans la campagne des législatives, la droite et l'extrême droite locales ne reculent devant aucune ignominie pour exploiter le drame que vivent les migrants. Xavier Bertrand, le président de région LR, qui se présente depuis des mois comme un rempart contre le Front national, ose dire qu'il faudrait un blocus maritime des plages libyennes, qui les empêcherait de prendre la

mer. Le candidat LR de la 7^e circonscription, Pierre-Henri Dumont, a doublé le FN sur sa droite en affichant comme slogan de campagne : « Tolérance zéro migrant ». Quant à la maire LR de Calais, Natacha Bouchart, elle affirme à longueur d'articles que les migrants n'ont rien à faire à Calais.

Alors que les migrants ont faim, alors que les bénévoles des associations font tout pour leur apporter de la nourriture pour leur permettre de survivre, ces politiciens irresponsables jettent de l'huile sur le feu. L'un d'eux, le LR Claude Demassieux, a été jusqu'à se mêler à des manifestants qui voulaient empêcher la distribution de nourriture. La droite enchérit sur l'extrême droite sur le terrain de la mobilisation antimigrants. Sans aucun scrupule pour tenter de faire des voix, elle est prête à encourager les fauteurs de violence contre les migrants.

Correspondant LO



Répression des migrants dans les environs de Calais.

Inégalités : les riches de plus en plus riches

L'Observatoire des inégalités vient de publier son second rapport annuel. Sans surprise, il constate que les écarts ne font que se creuser entre la minorité la plus riche et la majorité de la population.

Ainsi, sur 1 000 milliards d'euros de revenus disponibles en 2013, les plus riches se sont emparés de 273 milliards, tandis qu'il ne revenait que 29 milliards aux plus pauvres. En 2015, les 10 % les plus riches détenaient 90 % du patrimoine, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en possédaient que 8 %.

Si la minorité riche prospère, la pauvreté est à la hausse : entre 2008 et 2012, le nombre de ceux qui n'avaient pour vivre que 850 euros mensuels, voire moins, a augmenté de 800 000 personnes, pour atteindre 5 millions, et plus encore depuis. À côté des chômeurs et des inactifs, représentant 71 % des plus pauvres, il existe aussi 1,9 million de travailleurs pauvres, qui ne gagnent pas plus que ce qu'ils gagnaient il y a vingt ans.

La précarité concerne 3,4 millions de personnes, soit 13 % des emplois. Elle touche toutes les catégories, mais elle

explose chez les non-diplômés où elle a bondi de 5 à 34 %, alors qu'elle passait de 6 à 10 % chez ceux qui ont fait des études supérieures.

Le système éducatif entretient ces inégalités. 67 % des pauvres ont un diplôme inférieur au bac. 60 % des enfants d'ouvriers non qualifiés sortent de l'école sans diplôme, contre 12 % des enfants de cadres et 9 % des enfants d'enseignants.

Le rapport constate qu'à la base de la dégradation de la situation des classes populaires et de la stagnation des classes intermédiaires il y a l'enrichissement constant de la classe riche. Quand, sur dix ans, les 10 % les plus riches engrangent 42 milliards d'euros supplémentaires, les 10 % les plus pauvres n'ont que deux milliards à se partager. C'est à l'image d'un système capitaliste qui n'est pas réformable : il faut le renverser.

Jacques Fontenoy